

QU'EST-CE QUE L'ENTREPRISE ?

Une révolution copernicienne
de la conception de l'entreprise

André Feigeles



*Préliminaires à une enquête sur les fondements
et les principes d'autogouvernance
des entreprises dans le cadre d'une révolution
qui se voudrait démocratique*

André Feigeles

Qu'est-ce que l'entreprise ?

Une révolution copernicienne de la conception de l'entreprise

© André Feigeles, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-1754-2

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Merci à Matthieu Niango qui m'a introduit dans le Groupe de Travail « Démocratie » du Pacte du Pouvoir de vivre. Ce fut l'occasion d'écouter au sein de ce groupe un exposé d'Isabelle Ferreras le 25 mars 2021. C'est ainsi que je pris connaissance d'une des idées présentées dans son livre « Gouverner le capitalisme ? », celle que les apporteurs de capitaux ne sont pas les propriétaires de l'entreprise, choc pour celui qui l'entendait aussi radicalement pour la première fois. De lecture en lecture, naquit ce livre, qui donc sans cet enchaînement n'aurait probablement pas été écrit, en tout cas pas cette année.

La raison d'être de cet essai

« C'est donc une vérité éternelle et qu'on ne peut trop répéter aux hommes, que l'acte par lequel le fort tient le faible sous son joug ne peut jamais devenir un droit, et qu'au contraire l'acte par lequel le faible se soustrait au joug du fort est toujours un droit. »

Emmanuel-Joseph Sieyès,

Préliminaire de la Constitution française, 21 juillet 1789

Chaque jour, nous pouvons voir en regardant par la fenêtre le soleil se lever à l'est et se coucher à l'ouest. Ce qui donne l'illusion que le soleil tourne autour de la terre. Jusqu'à présent notre vision de l'entreprise est basée sur l'illusion que ce sont les travailleurs et les travailleuses qui tournent autour du capital, en quête de revenus. En réalité c'est le capital qui tourne autour de ceux et celles qui sont et font l'entreprise, pour en tirer profit. C'est ce qui va être prouvé en trois temps.

La première thèse présente différents argumentaires montrant sans contestation possible que les détenteurs de capitaux ne sont pas les propriétaires de l'entreprise. Ils ne sont propriétaires que du capital social investi. La société anonyme est le support juridique de l'entreprise du fait que l'entreprise, entité économique la plus essentielle, n'a pas d'existence en droit. C'est ce qui permet aux détenteurs de capitaux de réaliser l'expropriation des biens et des revenus de l'entreprise à leurs profits. Les détenteurs de capitaux n'ont en conséquence aucune légitimité à nommer des mandataires chargés de gérer les entreprises qui ne peuvent, en outre, prétendre diriger des personnes car la possession d'une chose ne peut justifier un pouvoir sur les gens. Nous devons donc considérer comme fondamentalement erroné, dès à présent, le point de vue idéologiquement dominant sur la nature des entreprises.

La seconde thèse démontre sans obstacle majeur que la subordination des salariés à l'employeur est contraire aux droits naturels stipulés dans l'article 1^{er} de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »* Ces droits sont antinomiques au lien de subordination puisque celui-ci est un renoncement à la liberté et à l'égalité. Aucun texte juridique fondamental ne le légitime. Par ailleurs, l'être

humain, étant une personne, ne peut faire l'objet d'un contrat de commerce qui ne peut porter que sur des choses. En outre le contrat de travail est aujourd'hui tellement inégalitaire qu'il doit être considéré comme un simple acte d'adhésion rédigé unilatéralement par l'employeur et non un vrai contrat dont la condition est l'égalité des parties. En conséquence, la manière autocratique dont les entreprises sont aujourd'hui organisées est fondamentalement illégitime car contraire à la nature humaine.

Dans le cadre de la troisième thèse, il ne sera pas non plus réellement difficile de démontrer que l'entreprise dont la raison d'être est la production de biens et services pour la satisfaction de nos besoins d'êtres humains, est œuvre collective dont la gestion doit correspondre à sa nature. Les fournisseurs de capitaux ne peuvent être considérés que comme une des parties coopérantes à l'entreprise, et pas la plus importante.

Ces constats permettent à la société dite civile d'ouvrir les débats sur la gouvernance des entreprises afin de décider de la meilleure manière d'en assurer la gestion. Il sera aisément établi que, constituants fondamentaux de l'entreprise, les travailleurs associés peuvent et doivent contribuer le plus largement possible à cette gestion. L'entreprise, devenue société juridique, ainsi gouvernée, tenant compte de toutes les parties intervenantes et des impacts écologiques, fera appel, en cas de besoin, aux détenteurs de capitaux pour signer avec eux un ou des contrats de financement leur laissant une part des revenus.

De la propriété des entreprises

« C'est une règle de jurisprudence que le fait ne produit pas le droit : or, la propriété ne peut se soustraire à cette règle ; donc, la reconnaissance universelle du droit de propriété ne légitime pas le droit de propriété. »

Pierre-Joseph Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?*, 1840

Des différences entre société et entreprise

Nos activités économiques se concrétisent essentiellement dans deux types d'organisations :

- la société anonyme, une organisation financière composée d'apporteurs de capitaux mis en commun afin d'en percevoir bénéfices ;
- l'entreprise, une organisation de production composée, dans son fonctionnement interne, de managers et de salariés ; elle est en relation principalement avec les détenteurs de capitaux, les fournisseurs, les distributeurs et surtout les clients consommateurs.

La société anonyme est basée surtout sur les notions de propriété et de contrat, tandis que l'entreprise est une association de personnes au sein de laquelle s'exerce une nécessaire coopération et coordination afin d'assurer la production et/ou la distribution de biens ou de services.

La société n'est qu'un empilement juridique de contrats et de droits de propriété. Ces contrats sont principalement les contrats de prêts obtenus auprès des banques, les contrats de travail signés avec les salariés, les contrats signés avec les partenaires tels que les fournisseurs et les distributeurs, et finalement les contrats de vente avec les clients. D'autres contrats s'y ajoutent également, tels que les contrats d'assurances, de locations de locaux et de matériels, et ainsi de suite.

Paradoxalement, ces contrats déterminent des obligations pour l'entreprise et non pour la société car la société anonyme en tant que telle ne gère que les capitaux. C'est l'entreprise qui est l'organisation mettant en œuvre l'ensemble des contrats.

Les fournisseurs externes (au sens large) apportent à l'entreprise des éléments

qui lui permettent de réaliser ses objectifs ; les participants internes réalisent ces objectifs en étant rémunérés grâce à la vente de la production ou de services. Les ressources de l'entreprise, de natures très variées, peuvent être, par exemple, des droits sur des choses (locaux, machines, matières premières, brevets, etc.) acquises grâce à des capitaux ou des emprunts bancaires, mais surtout la force de travail des personnes engagées dans l'entreprise. Les contrats négociés constituent chacun une relation d'échange avec les détenteurs de ressources par laquelle l'entreprise peut les utiliser pour réaliser ses productions. Dans la réalité, les contrats sont mis en œuvre de manière simultanément interdépendante, c'est ainsi que l'entreprise fonctionne. Par exemple le contrat de bail permet de disposer de locaux pour y installer des salariés afin de faire fonctionner des machines obtenues par contrat de location ou contrat de vente. Ces relations constituent cet organisme actif qu'est l'entreprise. La société anonyme, elle, n'est en revanche qu'un organisme dormant.

Société et entreprise ne peuvent donc être confondues tant leurs différences sont nombreuses et importantes. Première différence, le périmètre « entreprise » est plus large et diffère du périmètre « société ». Seconde différence, le rapport entre les membres : dans le cas de la société, les relations entre sociétaires sont juridiques, formelles et intermittentes, dans le cas de l'entreprise elles sont organisationnelles et quotidiennes, constituant un tout permettant le fonctionnement de différents types de contrats conclus. Troisième différence : l'objectif de la société est de réaliser des profits au bénéfice des détenteurs de capitaux, l'objectif de l'entreprise est d'assurer la production et/ou la distribution de biens et de services répondant aux différents besoins des êtres humains. Quatrième différence : la société possède un objet social qui est une simple description d'activités, tandis que l'entreprise les réalise en produisant des biens et services concrets. Cinquième différence : le droit de propriété distinguant traditionnellement deux éléments, la propriété d'une part, la possession d'autre part, c'est la société qui, en apparence, dispose de la propriété des biens, mais c'est bien l'entreprise qui en a la possession.

Toutefois, la principale différence entre société et entreprise réside dans leur composition. Elle devient évidente lorsque nous nous demandons qui en fait partie. Travailleurs et travailleuses, qui sont membres de l'entreprise, ne sont pas parties prenantes au contrat de société. Les actionnaires, qui sont les uniques participants de la société anonyme, ne font pas partie de l'entreprise. Cette affirmation sera développée, quoiqu'en première évaluation il soit facile de constater que les fournisseurs de capitaux sont à l'égard de l'entreprise dans la

même position que les fournisseurs de matières premières. En effet, le capital ne fait partie de l'entreprise que lorsqu'il est transformé en actifs productifs par exemple en machines et matières premières. Et ceci ne concerne plus les actionnaires.

Et pourtant, malgré ces différences essentielles, société anonyme et entreprise sont généralement confondues ! Les termes de « société » et « entreprise » sont souvent utilisés, totale aberration, comme synonymes.

Une première explication vient de l'existence d'une autre différence fondamentale à laquelle, sans doute, la plupart d'entre nous ne s'attendent pas : c'est que si la société est logiquement une structure juridique indépendante, l'entreprise n'a, en tant que telle, aucune existence en droit !

Situation absurde et hors norme, l'absence d'existence juridique de l'entreprise n'est pas une bévue du système, mais un état de fait délibéré et organisé. Comment une organisation si importante dans notre vie quotidienne, que certains auteurs, économistes ou juristes, n'hésitent pas à qualifier d'institution, comment donc une telle organisation qui existe dans les faits peut-elle ne pas avoir d'existence juridique propre ? Pourquoi et à qui profite une telle confusion ? Tout cela ne s'est pas le produit du hasard. C'est cette situation incroyable qui va être examinée maintenant.

Qu'est-ce qu'une société anonyme ?

Une brève histoire de la société anonyme

En France depuis la Révolution et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, c'est l'individu qui est au cœur du système politique. La Révolution française a non seulement supprimé les corporations de l'Ancien Régime, ces associations de personnes pratiquant un même métier, mais a également interdit d'en créer de nouvelles sous quelque forme que ce soit. Les corps intermédiaires ne devaient plus exister. Les deux articles de la loi d'Allarde du 2 mars 1791 supprimant les corporations sont parfaitement clairs : *« Article premier : L'anéantissement de toutes les espèces de Corporations d'un même état et profession étant une des bases fondamentales de la Constitution Française, il est défendu de les rétablir sous quelque prétexte et quelque forme*

que ce soit. Article second : Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, ne nommer ni présidents, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibération, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs. »

Isaac Le Chapelier en précise la raison à la tribune de l'Assemblée le 14 juin 1791 : « *Dans l'Etat, il n'y a plus que l'intérêt de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un intérêt de corporation.* » Le jour même, sans débat tellement le consensus est évident, est votée la loi qui interdira la liberté d'association syndicale.

Notons au passage que ce même état d'esprit rejette l'existence des partis. Avant et pendant la Révolution française sont spontanément apparues des « sociétés de pensée », expressions de diverses opinions politiques. Voici ce qu'en dit Isaac Le Chapelier lors de son intervention à la tribune de la Constituante le 29 septembre 1791 : « *Ces sociétés populaires ont pris une espèce d'existence politique qu'elles ne doivent pas avoir. Tandis que la Révolution a duré, cet ordre de choses a presque toujours été plus utile que nuisible [...]* Mais la Révolution terminée, il faut pour le salut de cette Constitution que tout rentre dans l'ordre le plus parfait. » Il en proposa donc la suppression, rencontra certaines hostilités dont celle de Robespierre qui le fera guillotiner en avril 1794. Le système des partis commençait donc sous de mauvais augure. Les partis modernes ne seront créés en France que vers la fin du XIX^e siècle. Il faudra attendre 1958 pour qu'ils soient mentionnés dans une Constitution.

Aucun corps intermédiaire ne doit donc s'interposer dans les conventions entre individus, réputées juridiquement parfaites. C'est le principe essentiel du libéralisme conçu à cette époque. L'article 1134 du Code civil le souligne : « *Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.* »

C'est dans ce contexte général qu'est protégée la propriété par le 17^{ème} et tout dernier article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : la propriété, déclarée « droit inviolable et sacré », n'est que celle des individus, aucune autre n'existant par ailleurs et en particulier pas celle collective des sociétés anonymes qui ne seront créées que plus tard. Faire de cet article un argument pour la protection de la société anonyme est donc un anachronisme et un contresens majeur puisque la législation de l'époque interdit précisément les